

DE LA RÉVOLUTION BOLIVARIENNE AU SOCIALISME DU XXI^E SIÈCLE HÉRITAGE PRÉTORIEN ET POPULISME AU VENEZUELA

Frédérique Langue

ESKA | « Problèmes d'Amérique latine »

2009/1 N° 71 | pages 27 à 45

ISSN 0765-1333

ISBN 9782916722498

Article disponible en ligne à l'adresse :

<http://www.cairn.info/revue-problemes-d-amerique-latine-2009-1-page-27.htm>

!Pour citer cet article :

Frédérique Langue, « De la Révolution bolivarienne au socialisme du XXI^e siècle Héritage prétorien et populisme au Venezuela », *Problèmes d'Amérique latine* 2009/1 (N° 71), p. 27-45.
DOI 10.3917/pal.071.0027

Distribution électronique Cairn.info pour ESKA.

© ESKA. Tous droits réservés pour tous pays.

La reproduction ou représentation de cet article, notamment par photocopie, n'est autorisée que dans les limites des conditions générales d'utilisation du site ou, le cas échéant, des conditions générales de la licence souscrite par votre établissement. Toute autre reproduction ou représentation, en tout ou partie, sous quelque forme et de quelque manière que ce soit, est interdite sauf accord préalable et écrit de l'éditeur, en dehors des cas prévus par la législation en vigueur en France. Il est précisé que son stockage dans une base de données est également interdit.

DE LA RÉVOLUTION BOLIVARIENNE AU SOCIALISME DU XXI^E SIÈCLE HÉRITAGE PRÉTORIEN ET POPULISME AU VENEZUELA

Frédérique LANGUE *

Si les mois précédant ou suivant les élections présidentielles de décembre 2006 au Venezuela ont vu se multiplier les analyses évoquant les résurgences du populisme latino-américain, d'autres considérations sont également venues relativiser cette approche. Tel est le cas des références aux nouvelles gauches, qu'elles soient « de gouvernement » – privilégiant grosso modo une orientation social-démocrate, tels le Brésil de Lula, le Chili de Michelle Bachelet, l'Uruguay de Tabaré Vázquez – ou « de rejet » – plus radicales voire promptes à une dérive autoritaire –, qui composent désormais l'échiquier politique du continent. Malgré cette lame de fond enregistrée tout au long de l'année 2006 et que confirment les derniers comices de 2007 (Argentine), les grandes tendances régionales ne doivent pas faire oublier l'ancrage des pratiques de la démocratie issues précisément de ces élections réalisées au profit des « deux gauches », y compris pour une période plus récente et dans le cadre de consultations électorales plus locales.

De même ne convient-il guère de faire l'impasse sur des modes de gouvernance en opposition radicale à un passé parfois villipendé (désillusion à l'endroit du système des partis et de la représentation), volontiers exorcisé mais tout aussi bien revendiqué sur le long terme. Telle serait en effet la signification de la prégnance de mythes à résonance continentale, sur les thèmes de l'indépendance (celle du début du XIX^e siècle, mais aussi la « deuxième », emmenée par Hugo Chávez), de la révolution et de symboles

* Frédérique Langue est chercheure au CNRS (Mascipo), associée au Ceri.

omniprésents dans l’imaginaire national et continental, de Bolívar au Che.

L’examen du cas vénézuélien, longtemps considéré comme une démocratie atypique entourée de régimes autoritaires – l’« exceptionnalisme » vénézuélien –, implique que soit relativisée l’approche « populiste » du régime de H. Chávez, dont l’accession au pouvoir est, de fait, bien antérieure à celle des autres chefs d’État de gauche du continent, puisqu’elle remonte aux élections de décembre 1998. Le « nouveau populisme autoritaire » (D. Boersner) ¹ qui inquiète en cette année d’élections généralisées comme au cours des années suivantes, participe par ailleurs d’un renouvellement à la fois médiatique et stratégique. Ses instruments tactiques comme le paradigme du phénomène populiste s’inscrivent certes dans ce que le chancelier espagnol Miguel Angel Moratinos avait qualifié d’« intense moment de changement politique et social », incitant ses pairs à ne pas dévaloriser ce processus en lui attribuant l’épithète banalisée et quelque peu infamante de « populiste ». Et le rapport Stratfor, d’analyse politique et stratégique, insistait au même moment sur la montée de « gouvernements populistes orientés à gauche ». La diversité des approches conceptuelles, les jugements de valeur, les manipulations médiatiques voire la dimension téléologique ne sont certes pas absents de ces interprétations confrontées au contournement des formes de représentations politiques classiques et à l’apparition « des *outsiders* [...] qui bouleversent les clivages traditionnels et cèdent aux tentations populistes ».

Les années 2006 et 2007 sont marquées par ailleurs par un phénomène apparemment contradictoire mais seulement en apparence : celui d’un retour des problématiques nationalistes (nationalisations des hydrocarbures en Bolivie pour ne citer que cet exemple, conflits frontaliers sur des bases écolo-économiques Argentine/Uruguay etc. ²). La fragilité de la gouvernance

1. Ce texte s’appuie en partie sur notre article de la revue *Hérodote* et en développe certaines hypothèses, les précisant pour la période récente. Il tient compte notamment des derniers développements liés au référendum révocatoire « perdu » par Hugo Chávez en décembre 2007 : « Pétrole et révolution dans les Amériques. Le Venezuela de Hugo Chávez », *Hérodote*, n° 123, 4^e trimestre 2007, pp. 41-61, <http://www.herodote.org>. Numéro spécial « Gauches de gouvernement, gauches de rejet », *Problèmes d’Amérique latine*, n° 55, 2004-2005 ; Nikolas Kozloff, *South America and the Rise of the New Left*, New York, Palgrave Macmillan, 2008 ; Demetrio Boersner, « Gobiernos de izquierda en América Latina : tendencias y experiencias », *Nueva Sociedad*, n° 197, mai-juin 2005, <http://www.nuevasoc.org.ve>. Dans le même numéro, l’article de Peodor Petkoff, « Las dos izquierdas », résume l’analyse développée dans l’ouvrage du même titre. Adeline Joffres, « Pour une analyse du concept de populisme », *Nuevo Mundo Mundos Nuevos*, n° 7, 2007, <http://nuevomundo.revues.org/index3594.html>, et une synthèse très complète de la problématique vénézuélienne y compris dans une perspective historique dans Nelly Arenas, Luis Gómez Calcaño, *Populismo autoritario : Venezuela 1999-2005*, Caracas, CCDH-CENDES, 2006.

2. Voir sur ce point le dossier spécial de *Nuevo Mundo Mundos Nuevos*, 2008 sur le conflit argentino-uruguayen et l’industrie papetière (*papeleras*), <http://nuevomundo.revues.org>

démocratique se manifeste à cette occasion. La « séduction populiste » ne s'exerce donc pas seulement à l'endroit des leaders et des gouvernements mais en tout premier lieu depuis des médias transformés en caisse de résonance d'un discours anti-politique conçu sur le mode de la rupture portée par un leader charismatique voire messianique. La dénonciation de l'« ancien régime » des partis et de la démocratie représentative tend en effet à occulter des dynamiques spécifiques dont le Venezuela de Hugo Chávez témoigne tout aussi bien, au-delà du contexte de crise et d'antagonismes sociaux qui favorisent – selon l'historiographie sur la question – l'émergence du phénomène populiste et de ce qui a été qualifié d'« autoritarismes plébiscitaires », ou encore le passage à des formes de démocratie participative. Dernier point de cette évolution notable des gauches latino-américaines, fussent-elles radicales : les liens avec la lutte armée, désormais désavoués comme appartenant au passé ou plus précisément à l'« histoire », si l'on considère l'appréciation portée sur les FARC colombiennes par le président Chávez ³.

AUX ORIGINES DU POPULISME *CRILLO* : L'ACTION DÉMOCRATIQUE ET LE CONSENSUS DES ÉLITES CIVICO-MILITAIRES

Paradoxalement, celui qui fut l'un des leaders populistes les plus reconnus par la sociologie politique (et accepté, y compris sur le plan international, si l'on considère sa participation à l'Internationale socialiste aux côtés de François Mitterrand), l'ancien président vénézuélien Carlos Andrés Pérez, a laissé une image particulièrement négative de son deuxième gouvernement :

3. "The Return of Populism; Latin America", *The Economist*, 15 Avril 2006. Dépêche EFE, Madrid, 24 mai 2006. Rapport Stratfor, 26 mai 2006. Carlos de la Torre, *Populist seduction in Latin America. The Ecuadorian Experience*, Ohio University Press, 2000. Ernesto Laclau, *La razón populista*, México/Buenos Aires, FCE, 2005. Ignacio Walker, « Democracia en América Latina » ; *Foreign Affairs En Español*, avril-juin 2006, <http://www.foreignaffairs-esp.org>. Pierre-André Taguieff, « Populisme », *Encyclopédie Universalis*, version 11, 2006 (DVD). Dossier « Venezuela: Hugo Chávez, un stratège pour quelle révolution ? », *L'Ordinaire latino-américain*, université de Toulouse-Le Mirail, n° 202 (octobre-décembre 2005), coord. F. Langue, et dans le même numéro, notre article « Hugo Chávez, un stratège pour quelle révolution ? », pp. 5-24. Guy Hermet, « Le populisme comme concept », *Revista de Ciencia Política* (Universidad de Chile), vol. XXIII, n° 1, 2003, pp. 5-18. René Antonio Mayorga, « Antipolítica y neopopulismo en América Latina », *Relaciones* (Montevideo), n° 17, octobre 1997. Voir notre ouvrage *Hugo Chávez et le Venezuela. Une action politique au pays de Bolívar*, Paris, L'Harmattan, 2002. Fernando Coronil, *El estado mágico. Naturaleza, dinero y modernidad en Venezuela*, Caracas, Consejo de Desarrollo Científico y Humanístico de la Universidad Central de Venezuela/Editorial Nueva Sociedad, Venezuela, 2002. Carlos de la Torre, « Masas, Pueblo y Democracia: un balance crítico de los debates sobre el nuevo populismo », *Revista de Ciencia Política*, vol. XXIII, n° 1, 2003, pp. 55-66 (version Internet disponible sur Scielo). Adeline Joffres, « Pour une analyse du concept de populisme », *Nuevo Mundo Mundos Nuevos*, Bibliografías, 2007, <http://nuevomundo.revues.org/document3594.html>, et sur la nébuleuse conceptuelle, du même auteur : « Le populisme d'Amérique latine en Europe: chronique d'un concept populaire », *Nuevo Mundo Mundos Nuevos*, Cuestiones del tiempo presente, 2008, <http://nuevomundo.revues.org/document3628.html>

c'est sous ce gouvernement que se produisirent les révoltes populaires de février 1989. « CAP » était alors leader d'un parti, Action démocratique (AD) dont l'histoire est liée à la naissance d'un imaginaire politique nouveau dans les années 1940, à l'apparition des partis politiques modernes et à la mise en place d'institutions démocratiques qui conférèrent au peuple le statut d'acteur politique.

D'inspiration léniniste si l'on considère l'itinéraire politique de ses fondateurs et en particulier de Rómulo Betancourt, AD (fondé en 1941) va impulser la création d'institutions démocratiques, en se fondant sur des principes nationalistes, anti-oligarchiques et égalitaires. La situation est fondamentalement différente de ce que l'on observe à peu près au même moment dans des bastions du populisme, l'Argentine de Perón et le Brésil de Vargas, gouvernés par des leaders charismatiques, ce qui n'était guère le cas au Venezuela⁴. Le vocable *adeco*, qui désigne un membre de ce parti, est d'ailleurs la contraction de *adecomunista*, épithète forgée par la droite vénézuélienne à la suite de la « Révolution d'octobre » (18 octobre 1945), conjuration civico-militaire qui porta AD au pouvoir (Triennat, 1945-1948)⁵. Le « leadership collectif » qui caractérise alors AD va prendre forme dans une action politique, celle de R. Betancourt. Un véritable parti civil avait été créé, s'inscrivant à l'encontre du paradigme du *caudillo* andin, dominant jusqu'au début du XX^e siècle. On peut même dire que ce sont désormais deux cultures militaires qui s'affrontent à l'occasion de la « Révolution d'octobre », l'une traditionnelle et expression du pouvoir « personnaliste » exercé par les précédents gouvernements, l'autre professionnelle et annonçant déjà la « symbiose civils-militaires »⁶.

L'influence d'Action démocratique s'affirme pendant des périodes bien précises de l'histoire nationale : le parti accède au pouvoir à la suite du coup d'État du 18 octobre 1945, expression de cette « symbiose civils-militaires »

4. Elizabeth Burgos, « Petropopulismo telegénico o mesiasnismo pretoriano: el caso de Venezuela », inédit.

5. Sur cette période et le « père de la démocratie », voir Frédérique Langue, *Histoire du Venezuela de la Conquête à nos jours*, Paris, L'Harmattan, 1999, pp. 310 sq. Manuel Caballero (sélection, préface, notes), *Rómulo Betancourt. Leninismo, Revolución y Reforma*, México, FCE, 1997; du même auteur, *Rómulo Betancourt, político de nación*, Caracas, Alfadil-FCE, 2004. Frédérique Langue « Machiavel et la démocratie au Venezuela ou l'héritage pragmatique de Rómulo Betancourt », *L'Ordinaire latino-américain*, n° 172, université de Toulouse-Le Mirail, avril-juin 1998, pp. 124-128, <http://nuevomundo.revues.org/document768.html>

6. Domingo Irwin, *Relaciones civiles-militares en Venezuela 1830-1910. Una visión general*, Caracas, 1996; du même auteur, « Desde la aparición de las huestes caudillescas del siglo XIX venezolano hasta el fracaso del protagonismo político visible del sector militar en la Venezuela del siglo XX: una síntesis interpretativa », *Tiempo y Espacio*, Caracas, n° 31-32, 1999, pp. 225-257; *Relaciones civiles-militares en el siglo XX*, Caracas, Centauro, 2000. Et l'ensemble des contributions publiées dans *Militares y sociedad en Venezuela* (D. Irwin, F. Langue coord.), Caracas, UCAB-UPEL, 2003. N. Arenas, L. Gómez Calcaño, *Idem*, pp. 17 sq.

qui allait marquer durablement le devenir institutionnel et politique du pays. Malgré l'adoption par les précédents gouvernements (Medina Angarita, López Contreras, qui succèdent au « tyran libéral » Juan Vicente Gómez 1908-1935) d'un certain nombre de mesures à caractère démocratique, le suffrage universel n'avait pas été mis en œuvre (les analphabètes en étaient notamment exclus). Pendant le *trienio adeco*, gouvernement « national-révolutionnaire » ou régime « national-réformiste », AD fait adopter une nouvelle Constitution et développe l'enseignement généralisé. Comme l'a souligné Luis Castro Leiva, c'est cependant le « développement de l'idée morale de dictature » – instrument conceptuel inhérent à la théorie républicaine du pouvoir, mais aussi solution du dernier recours, d'après le républicanisme libéral, afin de préserver la liberté et une vie publique irréprochable – qui fut à l'origine du renversement du président élu, Rómulo Gallegos (1948). Puis du cheminement vers la *dictablanda* de Marcos Pérez Jiménez (1952-1958), puis de son renversement (le 23 janvier 1958) et de la mise en œuvre du pacte de Punto Fijo, qui signe le début de 40 années de démocratie au Venezuela. En ce sens, le coup d'État de 1945 signifie bel et bien une rupture avec le passé, déplaçant l'ancienne élite dirigeante formée sous la dictature gomeciste ⁷.

L'alternance politique entre les deux grands partis, AD et Copei (parti social-chrétien) caractérise cette longue période de stabilité institutionnelle et démocratique, qui contraste avec les régimes autoritaires que l'on observe au même moment sur le reste du continent. Ce « populisme instrumental et discret ⁸ », non exempt de clientélisme et de corruption, entraîne toutefois la chute du deuxième gouvernement de Carlos Andrés Pérez (1989-1993), malgré un contexte de revenus pétroliers élevés (*Venezuela saudita*), à même de dissimuler les failles de cet État-providence et autorisant une mobilité sociale certaine. Autre particularité de ces quarante années de démocratie : l'absence d'intervention de ce secteur militaire restructuré et modernisé une première fois sous la dictature de Gómez, qui a accompagné mais non influencé le système des partis issu du pacte de Punto Fijo, à la différence des tendances interventionnistes observées sur le reste du continent. Telle

7. F. Langue, *Hugo Chávez...*, pp. 94 et sq. : « Le “chavisme”, avatar ou négation du 18 octobre ? ». Il faudrait rappeler à cet égard l'importance, pour l'histoire des idées au Venezuela, de la notion de « césarisme démocratique », développée d'ailleurs par un penseur positiviste controversé, qui allait devenir l'un des intellectuels organiques du régime de Gómez, Laureano Vallenilla Lanz : *Cesarismo democrático, Obras completas*, tomo I, Caracas, Centro de Investigaciones Históricas-Universidad Santa María, 1983.

8. Expression de E. Burgos, *op. cit.*

est l'origine de la thèse de l'exceptionnalisme vénézuélien, les situations actuelles tendant, à l'inverse, à rapprocher le Venezuela de ses voisins⁹.

Dans ce contexte, le prétorianisme renvoie à une « situation dans laquelle le secteur militaire d'une société donnée exerce une influence politique abusive, recourant à la force ou menaçant de le faire ». D'après le spécialiste de la question (D. Irwin), « le prétorianisme continuerait de se manifester d'une façon latente, en tant qu'arbitre ou plus directement, depuis le gouvernement, bien après la création de l'armée moderne. Les tentatives de coup d'État de 1992 – l'une d'elle eut pour protagoniste Hugo Chávez – seraient ainsi l'expression d'un prétorianisme récurrent du XX^e siècle », analyse qui nous conduit tout aussi bien à la tentative de coup d'État perpétrée à l'encontre de Hugo Chávez en avril 2002. Le terme militarisme, d'utilisation plus récente et fortement connoté, renvoie en revanche à une « situation politique dans laquelle le secteur militaire d'une société donnée envahit celle-ci par une sorte de métastase, et parvient ainsi à dominer tous les aspects fondamentaux de la vie sociale ». Le XX^e siècle est pour le Venezuela le temps de structuration de l'institution militaire dans un cadre national. Modernisation et professionnalisation des Forces armées (initiées en particulier sous Gómez) sont ainsi les deux constantes de ce processus, plus ou moins marqué selon le gouvernement considéré mais particulièrement visible depuis la décennie 1960. Une « nouvelle version du séculaire accord militaire-civil et politico-militaire vénézuélien » s'était déjà mise en place, le contrôle de l'armée ouvrant la voie à la magistrature suprême au général Eleazar López Contreras (1935-1941), au général Isaías Medina Angarita (1941-1945), au colonel Delgado Chalbaud (1948-1950) et au général Marcos Pérez Jiménez (1952-1958), le projet civiliste du Triennat ne prendra véritablement forme qu'à la fin des années 1970, dans un contexte extrêmement favorable qui est celui de la hausse des prix du pétrole, et par conséquent du Venezuela de la prospérité économique. Les années 1960 inaugurent à cet égard non plus seulement une symbiose civils-militaires, mais une phase d'accommodements. L'institution militaire redéfinit non seulement son rôle mais également ses moyens d'expression. Elle se modernise en se professionnalisant, et renonce de ce fait, et en partie, à son caractère « prétorien », qui ressurgit cependant à la fin du siècle, avec la

9. Michael Coppedge, « Soberanía popular versus democracia liberal en Venezuela », dans Jorge I. Domínguez and Michael Shifter, eds., *Construyendo gobernabilidad democrática* (Johns Hopkins University Press, 2008); « Explaining Democratic Deterioration in Venezuela Through Nested Inference », in Frances Hagopian and Scott Mainwaring, eds., *The Third Wave of Democratization in Latin America*, Cambridge, New York, Cambridge University Press, 2005; Working Paper #294 Venezuela: Popular Sovereignty versus Liberal Democracy (<http://kellogg.nd.edu/faculty/fellows/coppedge.shtml>). L'historiographie liée à la « nouvelle gauche américaine », porte-parole de ce que l'on peut considérer comme un chavisme intellectuel se manifestant depuis l'extérieur, inverse les termes de l'analyse dans une perspective apologétique cf Steve Ellner and Miguel Tinker Salas (eds.), *Hugo Chávez and the decline of an "exceptional democracy"*, Lanham, Md.: Rowman & Littlefield Pub., 2007, ou Nikolas Kozloff, *op.cit.*

tentative de coup d'État de 1992 mené par Hugo Chávez, et la radicalisation du régime à partir de l'année 2001 (décrets-lois) et surtout 2002 ¹⁰.

Il n'est pas sans intérêt à cet égard de revenir sur l'un des éléments politiques et idéologiques majeurs de ces années 1960, marquées en effet par la « lutte armée ». L'échec de la guérilla aurait été davantage politique que militaire si l'on considère la décision prise en 1964 par les dirigeants du PCV de renoncer à la lutte armée afin de parvenir au pouvoir. Une autre réalité, peu évoquée, est celle, au même moment, d'une alliance des Forces armées avec les secteurs civils radicalisés. La conjonction n'est guère nouvelle dans l'histoire du Venezuela et renvoie indiscutablement à la « révolution de 1945 ». Le point culminant de cette conjonction des forces politiques et militaires est l'insurrection militaire de Puerto Cabello et Carúpano (1962). L'échec de ce type d'insurrection est à l'origine de la création, dans les années 1963-1964, des Forces armées de libération nationale (FALN), et du Front de libération national (FLN) à vocation politique et logistique. Le « foquisme », bénéficiant de l'appui stratégique et logistique de Cuba, va caractériser les années 1964-1968, la « pacification » – aux termes du décret promulgué par le président R. Caldera – intervenant dans la période 1968-1971. Des dissidents du PCV, revendiquant une stratégie électorale et démocratique, fondent alors le MAS (Mouvement vers le socialisme, 1971). L'un de ses fondateurs n'est autre que Teodoro Petkoff, ancien guérillero, ancien ministre, directeur du quotidien *Tal Cual*, qui incarne la critique de gauche au gouvernement de Hugo Chávez ¹¹. C'est également le moment où les Forces armées vénézuéliennes ont intensifié leur entraînement anti-

10. Domingo Irwin, « Reflexiones sobre el caudillismo y el pretorianismo en Venezuela (1830-1910) », *Tiempo y Espacio*, Caracas, UPEL, 1985, n° 4, pp. 71-91 ; du même auteur : « Una visión histórica de conjunto sobre las relaciones políticas entre los civiles y los militares venezolanos en el siglo XX », Research and Education in Defense and Security Studies Seminars, CHDS-NDU, Washington, mai 2001, <http://www.ndu.edu/>, Domingo Irwin, *Relaciones civiles-militares en el siglo XX*, op. cit., pp. 17-22. Frédérique Langue, *Histoire du Venezuela de la conquête à nos jours*, Paris, L'Harmattan, 1999, chap. VI-VII ; Hugo Chávez..., *Idem* ; dossiers Venezuela de *L'Ordinaire latino-américain*, n° 186, 2002, n° 192, 2003, n° 202, 2005, et *Problèmes d'Amérique latine*, n° 65, été 2007. Frédérique Langue, Domingo Irwin : « Révolution bolivarienne et "paix violente". Les relations civils-militaires au Venezuela », *Problèmes d'Amérique latine*, n° 49, été 2003, pp. 7-38, « Militares y democracia ¿El dilema de la Venezuela de principios del siglo XXI? », *Revista de Indias*, n° 231, mayo-agosto, 2004, pp. 549-559. Con Domingo Irwin (coord.), *Militares y sociedad en Venezuela*, Caracas, UCAB-UPEL, 2003, 253 pp. F. Langue, D. Irwin (coord.), *Militares y poder en Venezuela. Ensayos históricos relacionados con las relaciones civiles y militares venezolanas*, Caracas, UCAB-UPEL, 2005. F. Langue, D. Irwin, L.A. Buttó, *Control civil y pretorianismo en Venezuela*, Caracas, UCAB-UPEL, 2006, 228 pp. F. Langue, D. Irwin, H. Castillo, *Pretorianismo venezolano del siglo XXI. Ensayo sobre las relaciones civiles y militares venezolanas*, Caracas, Universidad Católica Andrés Bello, 2007, 393 pp.

11. Voir sa contribution au dossier « Venezuela, révolution dans les institutions? », *Problèmes d'Amérique latine*, n° 65, été 2007.

guérilla, bénéficiant de l'assistance américaine, étape qui contribue également à une professionnalisation accrue des cadres militaires.

Pour le pouvoir civil, le prix à payer fut relativement élevé et les relations civils-militaires en seront durablement influencées. Les privilèges obtenus par l'institution militaire pour avoir défendu le système démocratique (i.e. augmentation de la solde des officiers de 140 % entre les années 1960 et les années 1970) s'ajoutent aux liens qui se sont tissés entre les dirigeants des partis AD et COPEI, et les chefs de l'armée. Le contrôle civil mis en œuvre à la chute de la dictature (1958) n'est alors qu'illusion d'autant que les Forces armées ont réaffirmé leur rôle dans la gestion des affaires frontalières (essentiellement avec la Colombie, un conflit n'étant jamais exclu par le secteur militaire, y compris aujourd'hui). Les militaires reçoivent aussi une meilleure formation « académique » à l'Académie militaire, d'où viendront les officiers à l'origine de la tentative de coup d'État de 1992, et à l'IAEDEN, Institut des hautes études de la défense nationale (créé en 1969-1970, il constitue une sorte de troisième cycle destiné à former les officiers supérieurs).

L'échec strictement militaire de la guérilla aurait, quant à lui, conduit ses survivants politiques à nouer des liens, d'une part avec le monde universitaire, et d'autre part avec les jeunes officiers. Telle est l'origine de l'une des deux « tendances conspiratrices » identifiées au sein des Forces armées. La première, favorable à une solution autoritaire, est influencée par les thèmes de sécurité, défense et développement. Elle bénéficie de la sympathie d'une certaine élite économique, qu'elle soutiendra en partie lors des élections des années 1980 (dont C. A. Pérez pour AD). L'itinéraire de la deuxième se confond avec celui du Mouvement bolivarien. Les chefs de file en sont les lieutenants-colonels Izarra et Chávez pour le secteur militaire, et Douglas Bravo – alors membre du Bureau politique du PCV – et Pablo Medina pour la sphère civile. Les loges militaires portent les noms de M-83, ARMA et MBR-200 (antécédent du Mouvement V^e République/MVR, parti du président Chávez avant la création du PSUV début 2007). Ces « loges militaires organisées » (l'expression est de D. Irwin) ne se manifesteront violemment qu'en 1992, à l'occasion des deux tentatives de coup d'État, et à la suite de la prise de conscience que représenta pour les jeunes officiers la répression des révoltes populaires de février 1989¹².

La mise en place du plan Colombie, sous l'égide des États-Unis, vise à lutter contre le trafic de drogue. Prolongé depuis 2005 par le plan Patriote, dans une optique également anti-guérilla, il a contribué à créer un déséquilibre

12. A. Garrido, *Historia secreta de la revolución bolivariana*, Mérida (Venezuela), Editorial Venezolana, 2000, et F. Langue, *Hugo Chávez...*, chap. II (sur la formation du mouvement bolivarien). Alberto Garrido, « La revolución de la guerrilla », *El Universal*, 8 octobre 2005. Domingo Irwin, « Una visión histórica de la actual coyuntura militar venezolana », *L'Ordinaire latino-américain*, n° 202, octobre-décembre 2005, pp. 31-46.

régional flagrant entre le Venezuela et la Colombie. Le Venezuela n'avait accordé son appui à ce plan que lors du sommet de Carthagène (avril 2001). Aucune coordination militaire entre les deux pays n'était prévue. Les risques de débordement de cette guerre interne à la Colombie étaient déjà signalés par les experts. Autre conséquence : celle d'une militarisation de la vie politique vénézuélienne en réponse aux implications militaires manifestes de ce plan¹³. Ce sont les faiblesses de ce type de contrôle civil ainsi que les incertitudes de cette relation de pouvoir qui se trouvent ainsi dévoilées lors des insurrections militaires de 1992, ainsi que de la fausse guerre déclenchée en février 2008, à la suite d'une incursion colombienne en territoire équatorien (à la poursuite des FARC)¹⁴.

LE PEUPLE ET SON LEADER, LE « POUVOIR POPULAIRE »

La Constitution bolivarienne de 1999 va consacrer et préciser tout à la fois la nature des relations civils-militaires. L'une des interprétations de la charte constitutionnelle consiste à voir précisément dans les modifications apportées la confirmation de l'autonomie du secteur militaire dans ses relations avec le pouvoir civil. En vertu de la Constitution, les Forces armées accèdent à la citoyenneté : le droit de vote est désormais accordé aux militaires (titre VII). Très critiquée, cette disposition fera dire aux analystes de tout bord que l'armée s'est transformée en parti politique, ce que les faits ne démentent guère (voir les déclarations de militaires « dissidents » tout au long de l'année 2002 et l'occupation de la place Altamira à Caracas). L'armée n'est plus apolitique, non délibérante et « subordonnée au pouvoir civil » comme c'était le cas dans la Constitution de 1961. Sa fonction et sa structure se trouvent désormais définies à l'article 328 de la nouvelle Constitution, significativement intitulé « Force armée nationale ». Un commandement unifié est institué (CUFAN), même si chaque composante conserve un commandement spécifique. Pour la première fois, le thème de la sécurité de la nation est incorporé dans la Constitution, disposition qui contribue à minorer le contrôle que les civils pourraient être appelés à exercer dans ce domaine. Cette question à la charte constitutionnelle est d'ailleurs l'une des plus controversée sur le continent latino-américain. Un fait est cependant à signaler : l'article 326 de la Constitution de 1999 dispose que la sécurité de la nation est fondée sur la « responsabilité conjointe de l'État et de la société ». Le pouvoir civil a désormais perdu une partie de sa capacité de contrôle sur les fonctions dévolues à l'institution militaire : désormais, c'est l'exécutif – à savoir le président de la République en sa qualité de commandant en chef des Forces armées – qui décide des promotions. Dans le même ordre d'idées, les Forces armées sont devenues la seule institution à exercer un

13. Hernán Castillo, « El plan Colombia y las relaciones civiles militares venezolanas », Research and Education in Defense and Security Studies Seminars, CHDS-NDU, Washington, mai 2001. Alberto Garrido, « 2005-2008 », *El Universal*, 21 décembre 2004.

14. Elsa Cardozo, « Reencuentros. El próximo reencuentro con Alvaro Uribe no será una reconciliación más, como las de 2003 y 2005 », *El Nacional*, 22 juin 2008.

contrôle de fait sur l'État. À cela plusieurs raisons, dûment exposées dans la Constitution de 1999 : l'extension des fonctions dévolues aux Forces armées à des domaines de politique intérieure et de développement, et la volonté du président de conférer à des cadres intermédiaires du secteur militaire des responsabilités dans le cadre du gouvernement et de l'administration publique et de l'administration de ressources destinées à des œuvres d'intérêt social (comme en témoigne la mise en œuvre du plan Bolívar 2000). La désignation d'un civil au poste de ministre de la Défense – José Vicente Rangel, qui fut ensuite vice-président – n'a préservé que dans un premier temps l'exercice du contrôle civil. Les vice-président et ministre de la Défense en exercice, Ramón Carrizales et le général en chef Gustavo Reyes Rangel Briceño (a succédé en juillet 2007 au général Raul Baduel, fidèle compagnon de route devenu adversaire déclaré de Hugo Chavez et de son « socialisme du XXI^e siècle » notamment depuis le référendum du 2 décembre 2007), appartiennent au sérail militaire ¹⁵.

Les nominations même récentes ne font que confirmer la tendance de fond que l'on observe depuis la tentative de coup d'État d'avril 2002 (*los sucesos de abril*) et la grève générale de décembre 2002-janvier 2003 : la présence de militaires dans la haute-administration, y compris à PDVSA, entreprise pétrolière nationale. Un autre fait va dans le sens de la « fusion civils-militaires » évoquée dans les textes fondateurs du mouvement bolivarien et dont la paternité semblerait plutôt revenir à l'ancien guérillero Douglas Bravo, pourtant peu suspect de fraterniser avec la Révolution bolivarienne : la constitution d'une véritable armée révolutionnaire bolivarienne. Celle-ci compterait un million de soldats, soit davantage que les effectifs officiels par le biais de la création de milices, la mobilisation de la réserve – en vue d'une attaque des États-Unis constamment évoquée dans les discours présidentiels (thème de la guerre asymétrique) et la Garde territoriale, toutes trois placées sous le commandement direct du président Chávez. On relève à cet égard une évolution significative des concepts stratégiques utilisés : cette nouvelle armée bolivarienne fondée sur les milices populaires (composante de la « force armée nationale » aux côtés de la « garde territoriale », et placées sous le commandement direct du président de la République, ceci aux termes de la LOFAN ou loi organique des Forces armées, 2005), serait désormais en charge de la surveillance des processus électoraux. Tel est en effet le scénario prévu pour les élections locales de novembre 2008. À la différence du précédent « Concept stratégique de la nation » (2003), le document élaboré en 2006 dépasse le seul domaine de la défense pour englober dans les compétences militaires des domaines extrêmement diversifiés, de la géopolitique à la culture, à la société et à l'économie et à divers niveaux, autant à celui de l'État qu'à celui des municipalités. La Réserve nationale contribue quant

15. L'un des personnages clefs du Mouvement bolivarien. A joué un rôle majeur dans le retour au pouvoir de H. Chávez lors des *sucesos de abril* (tentative de coup d'État en 2002). Raul Isaías Baduel, *Mi solución. Venezuela, crisis y salvación*, Caracas, Ed. Libros Marcados, 2008.

à elle à la mobilisation du citoyen en vue de la défense de la nation. Et si l'on en croit les déclarations du président Chávez, ce sont le « peuple » et la FAN qui doivent, ensemble, construire le PSUV¹⁶.

Nous avons eu l'occasion de souligner que le chavisme n'a rien d'une idéologie mais procède de références multiples, non marxistes – selon H. Chávez lui-même – mais bolivariennes (l'« arbre aux trois racines » fortement présent dans l'imaginaire populaire national : Simon Bolívar¹⁷, Simon Rodriguez et Ezequiel Zamora « général du peuple souverain »), sans compter l'influence du sociologue argentin révisionniste Norberto Cereseole, ardent propagandiste de la relation sans médiation aucune *Caudillo-Ejército-Pueblo*. Le « parti », totalement instrumentalisé dans la perspective de Cereseole, laisse le champ libre au leader, terme que nous préférons à celui de *caudillo*, inutilement connoté du moins si l'on ne le situe pas dans une perspective historique. On peut d'ailleurs s'interroger sur la validité actuelle de cette option, compte tenu des modalités de création du Parti socialiste unifié du Venezuela (début 2007), les réticences de certaines organisations à s'y fondre (ainsi le PCV) et des militants à accepter des décisions « venues d'en haut », notamment lors du choix de candidats aux élections régionales (2008). La concentration du pouvoir est en revanche une réalité qui ne fait qu'aller dans le sens du présidentielisme caractéristique du fonctionnement des institutions vénézuéliennes. Politologues et historiens sont unanimes pour souligner la dimension personaliste qui préside à l'exercice d'un leadership démocratique puis à celui de la fonction présidentielle et que Rómulo Betancourt avait incarnée plus que tout autre chef d'État. Il s'agit en effet d'un débat constamment renouvelé dans l'histoire des idées politiques et l'imaginaire politique vénézuéliens depuis la dislocation de l'« ordre gomeciste » (1905-1938), et dont les deux termes s'avèrent inconciliables : le caudillisme, en tant qu'expression du personalisme traditionnel fondé

16. F. Langue, « La révolution chaviste, le temps des radicalisations et de la guerre intérieure – 3 », *L'Ordinaire latino-américain*, n° 192, avril-juin 2003, pp 5-56; et avec D. Irwin, « Révolution bolivarienne et “paix violente”. Les relations civils-militaires au Venezuela », *Problèmes d'Amérique latine*, n° 49, été 2003, pp. 7-38. Sur l'évolution récente des Forces armées, leur structure, les nouveaux concepts stratégiques et la nouvelle législation militaire, l'article essentiel de D. Irwin, « Les relations civils-militaires au Venezuela. Hugo Chávez Frías et les Forces armées nationales, 1999-2007 », *Problèmes d'Amérique latine*, n° 65, 2007, pp. 63-92. Cet article comprend également les chiffres des effectifs mobilisés et mobilisables. Voir également Alberto Garrido, *Chávez con uniforme*, Caracas, Ed; de l'auteur, 2007. *El Nacional*, 15 mars 2007.

17. Sur Bolívar, nous renvoyons à l'ouvrage récent de John Lynch, *Simón Bolívar. À l'ère*, New Haven-London, Yale University Press, 2007 et sur le mythe bolivarien dans le long terme : Frédérique Langue, « Bolívar, Mantuano y Héroe. Representaciones y sensibilidades ante el mito republicano », *Nuevo Mundo Mundos Nuevos*, n° 8, 2008, <http://nuevomundo.revues.org/index14632.html>

sur des ambitions personnelles et autoritaires, et le leadership politique, caractéristique d'une société moderne et politiquement ouverte¹⁸.

Or, la théorie de Ceresole différencie l'exercice du leadership des applications conservatrices du nationalisme européen. En effet, l'« ordre populaire qui transforme un leader militaire en un dirigeant national ayant une projection internationale a été exprimé non seulement d'une manière démocratique, mais dans un but particulier, celui de la préservation de la culture nationale, mais également de la transformation de la structure sociale, économique et morale ». La « projection internationale » du leader sera la résultante d'un travail constant d'« édification politico-stratégique » et s'appliquera à l'ensemble des mouvements sociaux de la région. L'internationalisation d'un leader charismatique (H. Chávez) est donc perçue comme une garantie contre les tentatives de déstabilisation, intérieure ou extérieure, ce que l'épisode d'avril 2002 tend à confirmer. L'élaboration d'une « intelligence stratégique », indispensable sur le plan intérieur, vise également à ce que « le processus révolutionnaire s'introduise dans les failles du système international et atteigne des niveaux acceptables de sécurité ». D'où l'insistance mise sur un monde « multipolaire », dont l'un des pôles géopolitiques pourrait être précisément celui du Venezuela et des pays de l'OPEP, et dont le Venezuela serait le fer de lance en Amérique latine et dans les Caraïbes. L'intensification des relations diplomatiques et les nombreux voyages présidentiels vont en ce sens. L'accentuation des échanges avec des pays de l'« axe du mal », ainsi l'Iran, la collaboration annoncée dans le domaine du nucléaire civil, et les acquisitions d'armements (Russie) sont particulièrement perceptibles en 2007 et 2008. Cet aspect conduit, dès lors, à relativiser l'option nationaliste attribuée jusqu'à présent aux régimes considérés comme (néo) populistes¹⁹.

Le rôle dévolu au secteur militaire deviendrait, selon E. Burgos, similaire à celui des Forces armées à Cuba ou dans le Chili de Pinochet. Après avoir mis un terme à la lutte armée et après la disparition de l'URSS, les Forces armées du continent ont, dans la majorité des cas, perdu leur statut d'exception et la collaboration qu'elles entretenaient avec les États-Unis. Une opinion publique majoritairement en leur défaveur, le ressentiment à

18. Elías Pino Iturrieta, *Nada sino un hombre. Los orígenes del personalismo en Venezuela*, Caracas, Editorial Alfa, 2007. Juan Carlos Rey, *Personalismo o liderazgo democrático*, Caracas, Fundación Rómulo Betancourt, 2008 (serie Cuadernos de Ideas Políticas n° 5). Voir également l'éditorial d'Emilio Figuredo sur la persistance du personalisme fondé sur le rejet des partis et la recherche du leader messianique, y compris dans l'opposition, *Venezuela Analítica*, 1er juillet 2008. Simón Alberto Consalvi, « El personalismo, antes y ahora », *El Nacional*, 18 mai 2008.

19. Norberto Ceresole, *Caudillo, ejército, pueblo. La Venezuela del Comandante Chávez*, Madrid, Estudios Hispano-Arabes, 2000. Alberto Garrido, *Mi amigo Chávez. Conversaciones con Norberto Ceresole*, Caracas, Ed. del autor, 2001, <http://www.analitica.com>, (principaux textes de Ceresole dans la Bitblioteca). Alberto Garrido, *Guerrilla y conspiración en Venezuela*, Caracas, Ed. del Auteur, 1999. E. Burgos, *idem*. Sur le « partenariat stratégique » entre l'Iran et le Venezuela dans un esprit de non-alignement, voir Elodie Brun, *Les relations entre l'Amérique du sud et le Moyen-Orient*, Paris, L'Harmattan, 2008.

l'encontre des États-Unis (voir le « déclassé » récent d'archives révélant leurs exactions en matière de violations des droits de l'homme pendant la répression de la guérilla notamment) ont fait que leur victoire sur le plan pratique, strictement militaire, n'a pas été assortie d'une victoire sur le plan politique. Sur le plan national, le bilan du « populisme révolutionnaire » de Hugo Chávez demeure quelque peu contrasté. La « paix violente » est une dimension vécue au quotidien par l'opinion publique (insécurité, voire limitations à l'exercice de certaines libertés, ainsi de presse, selon la SIP et l'opposition), y compris au niveau international (voir la fausse guerre des premiers mois de 2008 avec la Colombie et les menaces réitérées à l'encontre des États-Unis). La politique extérieure se fonde en effet sur une diplomatie pétrolière, incluant l'aide aux alliés, Cuba, Nicaragua, Caricom, et en tout état de cause une solidarité certaine avec les pays de l'ALBA (à hauteur de 32 000 millions de dollars au bénéfice de 6 pays et 241 projets), mais fortement dépendante des prix du baril, dans un contexte fragilisé par l'insuffisance des investissements réalisés dans l'industrie pétrolière²⁰. Malgré des bilans économiques et sociaux réels, fondés en particulier sur les « missions », des organismes comme la CEPAL pointent la fragilité structurelle du pays. Des élus, des partisans du « processus », et désormais du « socialisme du XXI^e siècle », déplorent l'insuffisance des mesures prises sur le plan intérieur. De nombreux programmes (« missions ») ont certes été mis en place en faveur des catégories sociales les plus défavorisées et le « plan de développement économique et social 2007-2013 » suivant un modèle socialiste, a été validé. Le gouvernement est cependant confronté à une situation économique dégradée. Malgré l'adoption du « Bolívar fort », et une série de nationalisations dans des secteurs très variés de l'économie nationale, le contrôle des prix et des changes entraîne un déficit des produits de consommation et de certaines denrées alimentaires de base. La gestion des richesses pétrolières se trouve compromise par les aides apportées à des pays tiers. La nouvelle monnaie et la hausse des prix du pétrole ne contribuent guère à contenir l'inflation (22,5 % en décembre 2007, selon la Banque centrale)²¹.

Ce « populisme révolutionnaire », « entre l'autoritarisme et le non-gouvernement » que nombre d'électeurs ont approuvé à l'occasion de neuf scrutins dont trois élections présidentielles (1988, 2000, 2006), avant de descendre dans la rue (des centaines de milliers de personnes, issues pour l'essentiel des classes moyennes dans les premières années du régime) bénéficie encore de l'appui du tiers de l'électorat issu des classes populaires. Les résultats du référendum d'août 2004 ou encore le sondage de

20. Un suivi sur <http://www.petroleumworld.com/>, Alfredo Keller, « Populismo institucional y populismo revolucionario en Venezuela », *Diálogo Político*, n° 2, 2004, <http://www.kas.org.ar/>, *Tal Cual*, 6 octobre 2008.

21. Site de la CEPAL, <http://www.eclac.cl/>, voir l'analyse critique de Norman Gall, « El nuevo régimen de Venezuela », *El País*, 1- « La dudosa obra de Chávez » 2- « El caos petrolero » 27 mars & 28 mars 2006. José Manuel Calvo, « El triunfo del populismo petrolero », *El País*, 2 mai 2006.

septembre 2005, qui confère au président Chávez une côte de popularité de 61 %, sont explicites sur ce point, ainsi que sur la capacité de mobilisation dudit électorat, à la différence de celui de l'opposition. La polarisation de l'opinion publique demeure une constante, avec 59 % en faveur de H. Chávez – dont 30 % d'inconditionnels – et 41 % en faveur de l'opposition malgré la très faible mobilisation enregistrée lors des élections municipales du 7 août 2005 (69,19 % d'abstention). Le référendum du 2-D (2 décembre 2007) portant sur la modification de la Constitution bolivarienne, constitue le premier revers enregistré par le président Chávez. Les amendements ou nouveaux articles proposés ont été refusés par 50,7 % des électeurs contre 49,3 %, et 51,1 % contre 48,9 % (pour les deux « blocs » de propositions). Contrairement aux conclusions hâtivement tirées par certains médias, ce référendum n'a pas valeur de remise en question de la politique du président Chávez. À l'exception de trois d'entre elles – la réélection indéfinie, la suppression de l'autonomie de la Banque centrale et la déclaration d'états d'exception avec un moindre contrôle législatif et judiciaire sur leur durée et leurs modalités –, toutes les dispositions prévues ont été adoptées, dès les premiers mois de l'année 2008. Tel est le cas de la création de « territoires fédéraux » en lieu et place des régions et que gouverneraient des mandataires nommés par décret présidentiel, ou encore des promotions militaires et des 26 lois adoptées par l'Assemblée nationale dans le même temps, et qui confortent le pouvoir de l'exécutif en régulant directement des domaines tels que la finance, la banque, la production de biens et services ou l'économie (secteur agroalimentaire et « économie populaire »). Le secteur militaire n'est pas oublié, puisqu'une nouvelle version de la loi organique de la force armée nationale *bolivarienne* (LOFAB) a vu le jour, portant création de la Force armée nationale bolivarienne, et consacrant notamment l'existence du Commando stratégique opérationnel et de la Milice nationale bolivarienne, placés sous la direction du commandant en chef. Depuis janvier 2007, le président Chávez disposait en effet du pouvoir de légiférer par décret (loi habilitante)²².

Cette disposition lui avait été accordée par une Assemblée nationale exclusivement composée d'élus de son parti, le Movimiento V República (MVR) et de petits partis alliés, l'opposition ayant boycotté le scrutin législatif du 4 décembre 2005. Il est donc essentiel de souligner que ce revers ne signifie pas véritablement une victoire pour l'opposition ou le feu de paille du mouvement étudiant, très actif dans les mois précédant le référendum. Ce véritable plébiscite perdu témoigne en revanche d'un déplacement de l'abstention (45 %) des rangs de l'opposition à celle des « chavistes », et, plus paradoxalement, d'un consensus des deux parties en présence en faveur de la Constitution bolivarienne, ainsi que de profondes divisions internes au mouvement chaviste, particulièrement manifestes à la veille des élections locales du 23 novembre 2008. Davantage : malgré les difficultés rencontrées dans la création du Parti socialiste unifié (PSUV) au début de l'année – le PCV et *Podemos* tendent ainsi à constituer un « troisième pôle » sur la scène politique –, les divergences

22. *El Nacional*, 5 août 2008.

internes, la phase de radicalisation annoncée tactiquement aussi bien après le référendum de 2004 qu'après les élections présidentielles de décembre 2006, a valeur de « Révolution dans la révolution ». Sur le terreau de ce que l'ancien chancelier Emilio Figueredo a qualifié de « culture anti-partis », le leadership de H. Chávez demeure reconnu, comme en témoignent les déclarations du secrétaire général de Patria para Todos, Rafael Uzcátegui, ou de celui du PCV, Oscar Figuera, pendant l'été 2008²³.

LE CONTEXTE HÉMISPÉRIQUE

Des commentateurs signalent toutefois la légitimité des préoccupations gouvernementales devant une intervention étrangère au Venezuela, au-delà des « déchiffrages » de l'intervention américaine au Venezuela, opportunément publiés par les partisans de la Révolution bolivarienne aux États-Unis même. La frontière la plus instable reste en effet la région andine dans son ensemble, et plus encore la frontière qui sépare le Venezuela de la Colombie, dans un contexte continental aux conflits potentiellement multiples compte tenu de revendications frontalières en suspens et de la question de la guérilla colombienne (notamment des FARC). Or, aussi bien la Colombie que les États-Unis, sont à l'origine du plan Colombie (2000-2005) puis Patriote (2006-2007), de lutte contre la guérilla et le trafic de drogue. En d'autres termes, les pays frontaliers sont tenus de souscrire des accords afin de lutter contre le terrorisme ou la guérilla, ce dont le Venezuela s'est toujours abstenu. Le Brésil lui-même est signataire du plan Cobra, qui complète le plan Colombie. D'après A. Romero, la politique extérieure du Venezuela comporte désormais une faille qui résulte du décalage persistant entre le renforcement – prioritaire – du régime d'une part, fondé par ailleurs sur le pouvoir que confère la manne pétrolière, et les intérêts de la nation d'autre part²⁴. Ce décalage n'est guère récent puisqu'on le trouve dans la formulation de la Doctrine Betancourt, qui, en une sorte de prélude à la Charte démocratique interaméricaine, impliquait que le Venezuela interrompe ses relations diplomatiques avec tout pays dont le gouvernement serait issu d'un coup d'État. La conjonction du messianisme bolivarien et des hauts

23. Pour les étapes tactiques de la Révolution et sa diffusion continentale, cf. F. Langue « Pétrole et Révolution dans les Amériques... », *op. cit.* María Teresa Romero, « Populisme revolucionario », *Visión Venezolana*, 15 septembre 2004; *El Nuevo Herald*, 14 novembre 2003. « Entre el autoritarismo y el desgobierno » : l'expression est d'Alfredo Ramos, « Sobrevivir sin gobernar. El caso de la Venezuela de Chávez », *Nueva Sociedad*, n° 193, septembre-octobre 2004, pp. 17-27. Chiffres officiels toutes élections (CNE), <http://www.cne.gov.ve/>, Agustín Blanco Muñoz, *Habla el comandante*, Caracas, UCV, 1998, pp. 623-624. Éditorial d'Emilio Figueredo, *Venezuela Analítica*, 1^{er} août 2008. *Tal Cual*, 5 août 2008. Angel Alvarez, « Venezuela ¿La Revolución pierde su encanto? », *Revista de ciencia política*, n° 28/1, 2008, pp. 405-432. Carlos Romero, « Le Venezuela : une société en mutation », *Problèmes d'Amérique latine*, n° 65, 2007, pp. 11-31.

24. « Venezuela ¿petróleo, arma política? », BBC Mundo (Redacción), 27 avril 2006. Herminia Fernández, « Cifras de unas relaciones tormentosas », *Tal Cual*, 7 avril 2005. Sur les relations avec Cuba, voir Elizabeth Burgos, « Paralelismos cubanos en la Revolución bolivariana », *L'Ordinaire latino-américain*, n° 202, octobre-décembre 2005, pp. 61-81.

prix du pétrole ont accentué cette tendance à multiplier les engagements extérieurs dans les domaines financiers et politiques (en Argentine, dans la Bolivie d'Evo Morales, en offrant du pétrole gratuit aux « pauvres » des États-Unis ou de Londres). La rhétorique anti-impérialiste et révolutionnaire, la dénonciation du « néolibéralisme sauvage » ont certes modifié la nature des relations existant avec les États-Unis, fondées sur une association stratégique faisant alterner tensions rhétoriques et relations « cordiales », inspirées par un « pragmatisme pétrolier » incontestable ²⁵.

Le discours chaviste n'est donc plus seulement affaire de rhétorique et la « paix violente » une caractéristique d'une scène politique intérieure vénézuélienne, caractérisée par la faiblesse mais non l'inexistence du contrôle civil sur les Forces armées (en l'absence de péril extérieur) comme le souligne David Pion-Berlin. Un ancien responsable américain évoque ainsi la nécessité de contrôler l'« axe subversif » formé par le Venezuela et Cuba avant que d'autres démocraties de la région ne soient affectées par cette « subversion ». Le pétrole – et par conséquent les menaces de suspension de l'approvisionnement aux États-Unis – devient ainsi l'arme privilégiée d'une guerre asymétrique qui impliquerait l'allié cubain, les mouvements de gauche du continent, voire certains gouvernements contre l'alliance Colombie-États-Unis symbolisée par les plans Colombie et Patriote, le tout dans une perspective de « défense intégrale » civico-militaire ²⁶.

SOCIALISME VERSUS DÉMOCRATIE ?

L'« ambiguïté du populisme latino-américain » tiendrait, selon P.A. Taguieff, à sa faculté de manipulation des « masses », des classes populaires qui accèdent

25. Eva Gollinger, *El código Chávez. Descifrando la intervención de los Estados Unidos en Venezuela*, La Habana, Editorial de Ciencias Sociales, 2005. Carlos Romero, "The United States and Venezuela. From a Special Relationship to Wary Neighbors", dans J. McCoy-D. J. Myers ed., *The Unraveling of Representative Democracy in Venezuela*, Baltimore-London, The Johns Hopkins University Press, 2004, pp. 130-151. Elsa Cardozo, « La política exterior autoritaria y antiimperialista », *Vision Venezolana*, 15 juin 2004, <http://www.visionvenezolana.com>. Carlos Malamud, « El aumento de la conflictividad bilateral en América Latina: sus consecuencias dentro y fuera de la región », *ARI*, n° 61, 2005, 15 mai 2005, et Diego B. Urbaneja, « La política exterior de Venezuela », *ARI*, n° 41, 2005, 31 mars 2005, <http://www.realinstitutoelcano.org>

26. Hugo Chávez, *El destino superior de los pueblos latinoamericanos. Conversaciones con Heinz Dieterich*, Caracas, Alcaldía de Caracas, 2004, pp. 75 et sq., 125 et sq. Alberto Garrido, *La guerra asimétrica de Chávez*, *Idem*, pp. 99-100. Elizabeth Burgos, « La vía multipolar », *Encuentro en la red*, 18 janvier 2005, <http://www.cubaencuentro.com>. BBC Mundo, 9 mars 2004. *El Nuevo Herald*, 16 janvier 2005. Boris Otto Reich (ancien secrétaire d'État adjoint pour les relations hémisphériques), « Latin America's Terrible Two Fidel Castro and Hugo Chavez constitute an axis of evil », *National Review*, 11 avril 2005. David R. Mares, *Violent Peace. Militarized Interstate Bargaining in Latin America*, New York, Columbia University Press, 2001. Site du CNE, <http://www.cne.gov.ve/>, David Pion-Berlin, « Militares y democracia ne el nuevo siglo », *Nueva Sociedad*, n° 213, janvier-février 2008.

de la sorte à l'existence politique, et au « processus d'intégration de celles-ci dans le système politique qui jusque-là les excluait ». Le même auteur insiste sur la valeur d'« éclairage » de ce « cas prototypique » latino-américain au XX^e siècle, ses avatars oscillant entre fonctionnement démagogique et vocation protestataire. Ces caractéristiques liées à une « représentation-écran », réduiraient le phénomène à « une grossière manipulation symbolique des masses ²⁷ ». Si cette caractérisation pouvait en partie s'appliquer aux populismes du début du XX^e siècle, il reste que les manifestations actuelles du (néo) populisme en Amérique latine ne présentent que peu de similitudes avec un modèle théorique correspondant sans doute mieux à un contexte européen tout aussi déroutant pour ses exégètes.

Le même auteur insiste cependant et à juste titre sur la dimension émotionnelle du populisme comme mécanisme de cohésion, et d'identité, mais souligne que pour cette même raison, le populisme n'a que faire des programmes : là aussi, le cas vénézuélien tend à démentir cette appréciation. Hugo Chávez a été qualifié à ses débuts médiatiques et pendant les premiers mois de son mandat, de « mage des émotions ». Mais la Révolution bolivarienne comporte des étapes, a aussi un agenda – le « socialisme du XXI^e siècle » –, avec une propension continentale symbolisée par les références à la geste bolivarienne et concrétisée par des alliances politiques, économiques, énergétiques diverses. Un commentateur a même très récemment évoqué la « guerre asymétrique du pétrole » qui se profilerait en cas de suspension des envois de pétrole aux États-Unis (une augmentation de 15 % du prix du baril sera alors à prévoir). Le leadership de H. Chávez n'est en ce sens plus seulement national mais régional, aux accents parfois messianiques (« le succès de notre Révolution sauvera le monde »). La Révolution bolivarienne présente également une dimension d'efficacité attestée par ses relations privilégiées avec les Forces armées, relations qui ne sont nullement ambiguës – comme l'avait soutenu N. Arenas dans un éclairant article de synthèse – mais sont devenues en revanche particulièrement explicites et parfaitement assumées. Ces réflexions montrent que les résultats des élections présidentielles latino-américaines ne peuvent servir d'excuse au manichéisme simpliste qui consiste à opposer populismes et libéralisme/démocratie, le nord au sud, les pays concernés à leur passé ou à une quelconque inertie politique régionale alors qu'ils se revendiquent comme acteurs de leur propre changement ²⁸.

27. Pierre-André Taguieff, « Le populisme et la science politique du mirage conceptuel aux vrais problèmes », *Vingtième siècle. Revue d'histoire*, 1997, Vol. 56, n° 56, pp. 4-33. Disponible sur <http://www.persee.fr> et article universalis.

28. Domingo Irwin et Luis Alberto Buttó, « "Bolivarianismos" y Fuerza Armada en Venezuela. Los bolivarianismos en la mirada de las ciencias sociales », *Nuevo Mundo Mundos Nuevos*, n° 6, 2006 : <http://nuevomundo.revues.org/document1320.html>, N. Arenas, *Idem*. Harry Balckmouth, « La guerra asimétrica del petróleo », *Tal Cual*, 16 juin 2006. *Foreign Affairs Magazine*, « In search of Hugo Chávez », mai-juin 2006. Joaquim Ibarz, « Chávez asume el liderazgo en la región y se reúne con Morales en La Paz », *La Vanguardia*, 4 mai 2006. « Chávez: Exito de nuestra Revolución salvará al mundo », *El Nacional*, 21 mai 2006. Voir l'intéressant commentaire de Christopher Ballinas Verdes, « De democracias e izquierdas en América Latina », *Gobernanza. Revista Internacional para el desarrollo humano*, Edición 47, 13 juin 2006 : <http://www.iigov.org>

À l'opposé pourrait-on dire de cette vision restrictive mais dans une certaine mesure lénifiante du populisme latino-américain, un spécialiste de philosophie politique, le sociologue et historien argentin Ernesto Laclau, auteur d'un ouvrage au titre provocateur, *La razón populista*, aurait tenté de « sortir de la marginalité ce phénomène-clef de l'histoire latino-américain ²⁹ ». Refusant l'interprétation « démagogique », Laclau se refuse à penser ce phénomène comme une dégradation de la démocratie et dénonce à cet égard les critiques « technocratiques » du phénomène. Il permettrait en revanche d'élargir les bases démocratiques de la société, en incorporant au système politique les « masses populaires » et générant de nouveaux leaderships, dépourvus d'orthodoxie du point de vue libéral. Le populisme serait alors « une façon de penser les identités sociales, un mode d'articulation de demandes diverses, une manière de construire le politique », il constituerait même une garantie à l'exercice de la démocratie, en évitant que celle-ci ne se transforme en une simple administration. Dès lors, le populisme n'est plus un contenu mais une forme, qui ne comporte pas d'idéologie précise (ce qui est effectivement le cas du « chavisme »). C'est en ce sens que le philosophe s'est insurgé contre l'interprétation anti-démocratique appliquée au gouvernement de Hugo Chávez ³⁰. L'identification conjoncturelle avec le leader et par là même, le leadership démocratique – revendiqué ou non comme tel – qui s'instaure sont, dans cette perspective, parties intégrantes de la relance du « projet émancipateur du XXI^e siècle » et d'un modèle politique d'un nouveau genre ³¹. Ce modèle politique est en effet indissociable de facteurs tels qu'un imaginaire rédempteur, un prétorianisme récurrent et une autonomie de l'État fondée sur la rente pétrolière, mais tout aussi bien facteur de fragilité institutionnelle d'après J.-C. Rey. L'immédiateté des populismes est également présente, et liée à la relation sans médiation entre le dirigeant et son peuple, plus qu'à la synergie institutions/démocratie. La disparition des forces protestataires aurait pour conséquence la formation d'un populisme de droite, tel qu'on a pu l'observer dans certains pays européens, sans compter les incertitudes présidant aux destinées des partis de gauche. Plus récemment, certains politiques, à l'instar d'une ancienne vice-présidente du Costa Rica,

29. Ouvrage publié en 2005 par le FCE. Carolina Arenas, « Ernesto Laclau: "El populismo garantiza la democracia" », *La Nación* (Buenos Aires), 10 juillet 2005. Voir également Flavia Costa, « El fervor populista », *Clarín/revista*, 21 mai 2005. « Entrevistas a Ernesto Laclau », *Cuadernos del Cendes*, Caracas, vol. 22, n° 58, janvier 2005. Disponible sur <http://www.scielo.org>, voir également la critique sans concession de Jesús Silva-Herzog Márquez dans *Letras libres* (Mexique), juin 2006, <http://www.letraslibres.com>

30. Ernesto Laclau, « La rupture populiste et le centre gauche latino-américain », 20 novembre 2007, publié sur le site Réseau d'information et de solidarité avec l'Amérique latine, <http://risal.collectifs.net/spip.php?article2247>

31. Sur la difficulté à situer le gouvernement de H. Chávez dans la rubrique « néopopuliste » (leadership de type *outsider*, épuisement du modèle politique précédent, structure juridique libérale dans les premières années d'exercice du pouvoir...) ou en revanche dans celle des « vieux populismes » ou « populismes classiques » de type Perón (interventionnisme, politique distributive, nationalisme, anti-impérialisme), cf. N. Arenas, L. Gómez Calcaño, *Idem*, p. 155.

ont récusé la référence populiste, lui préférant celle de « nouvelle donne » (*New Deal*). La validité de l'interprétation du populisme « multi-niveaux » telle qu'elle a été avancée, n'en est à cet égard que plus pertinente. Et plus encore dans le contexte des élections américaines, alors qu'un éditorial du *Washington Post* n'hésite pas à sommer les pays latino-américains et plus particulièrement les leaders populistes de choisir entre le « socialisme à moitié cuit de Chávez » et la « démocratie du XXI^e siècle », invoquant la dépendance de ces derniers à l'égard des États-Unis, « contrairement à la rhétorique de leurs leaders ³² ».

32. Juan Carlos Rey, « Este gobierno es peligroso porque es inestable por naturaleza » (entrevista), *El Nacional*, 15 juin 2008. « Il n'y a pas de tendance au populisme » en Amérique latine. Ex vice-présidente du Costa Rica entre 1994 et 1998, Rebeca Grynspan analyse la situation démocratique et sociale en Amérique latine (Christian Losson), *Libération*, 9 octobre 2007. Hervé do Alto, « Del entusiasmo al desconcierto. La mirada de la izquierda europea sobre América Latina y el temor al populismo », *Nueva Sociedad*, n° 214, mars-avril 2008. Joffres, « Le populisme d'Amérique latine en Europe : chronique d'un concept populaire », *Nuevo Mundo Mundos Nuevos*, n° 8, 2008, <http://nuevomundo.revues.org/index3628.html> *Washington Post*, "A Choice for Latin America. Should the United States continue to subsidize governments that treat it as an enemy?", 6 octobre 2008.